

## Les services à la personne

Depuis quelques années, des politiques successives ont favorisé le développement du secteur des services à la personne dont l'objectif principal était la création d'emplois pour répondre à des besoins sociaux émergents. C'est dans cette logique que s'est inscrit le Plan Borloo de développement des services à la personne en 2005.

Plus de 20 activités de services à la personne sont répertoriées par le code du travail (article D129-35 du code du travail) : garde d'enfants, soutien scolaire, assistance informatique, travaux ménagers, livraison de courses, repas à domicile, jardinage, bricolage... Auxquels s'ajoutent ceux spécifiquement destinés aux personnes âgées, handicapées ou dépendantes :

- Assistance aux personnes (sauf actes médicaux, interprète en langue des signes)
- Garde-malade,
- Soins esthétiques,
- Soins et promenade d'animaux domestiques (sauf actes vétérinaires et toilette)
- Téléassistance et visioassistance
- Aide à la mobilité et transport, accompagnement
- Conduite du véhicule personnel

Les sociétés et les associations d'aide à domicile qui ont pour activité la garde d'enfants de moins de 3 ans, l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou dépendantes doivent obtenir pour exercer « **un agrément qualité** » ([Article L. 129-1 du code du travail](#)).

En effet, les prestations de services à ces publics fragiles justifient une exigence de qualité particulière et doivent se conformer au cahier des charges fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005.

Certains services d'aide et d'accompagnement à domicile de personnes âgées ou handicapées bénéficient, pour exercer leurs missions, d'une **autorisation** délivrée par le Conseil général.

Cette autorisation vaut agrément. Cela signifie que la structure autorisée par le Conseil général se voit automatiquement délivrer un agrément qualité par équivalence par la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Une activité nécessitant « **l'agrément qualité** » ne peut être démarrée avant l'obtention de cet agrément ou de **l'autorisation** prévue à l'article L. 313-1-1 du Code de l'action sociale et des familles.

Ensuite, vient « **l'agrément facultatif simple** » destiné aux entreprises

Camille BRUNA, Coordonnatrice adjointe, Service autonomie, Conseil général de l'Isère

**Source** : [Loi n  2005-841 du 26 juillet 2005](#), [Décret n 2007-854 du 14 mai 2007](#), [Article D. 129-35 du code du travail](#) [Circulaire n 1-2007 du 15 mai 2007](#), [www.servicessalapersonne.gouv.fr](http://www.servicessalapersonne.gouv.fr)

et associations exerçant d'autres services à la personne (entretien et travaux ménagers, assistance informatique, jardinage, bricolage, soutien scolaire,...).

Les personnes, qui utilisent ces services soit en salariant directement une personne soit en faisant appel à une association ou société, peuvent bénéficier d'avantages divers en fonction de leur situation, nous détaillerons ici ceux destinés aux personnes âgées :

- **une réduction d'impôt** sur le revenu de **50 % du montant des dépenses effectivement supportées**, retenues dans la limite d'un plafond annuel de **12 000 à** (soit une réduction maximale de **6 000 à** par an).

Ce plafond peut être majoré de 1500 à :

- pour chaque membre du foyer fiscal  g  de 65 ans et plus,
- pour toute personne qui rémunère un salarié au domicile d'un ascendant  g  de 65 ans et plus, bénéficiaire de l'APA.

Pour les personnes invalides obligées de faire appel à l'assistance d'une tierce personne et les contribuables ayant à charge une personne invalide de 3 me catégorie, le plafond des dépenses déductibles est fixé à **20 000 à** (soit une réduction d'impôts de **10 000 à**)

**Dans tous les cas, il faut déduire des dépenses, toutes les aides perçues pour financer les services à la personne** (ex APA, PCH, ACTP, MTP ...)

- **l'exonération des cotisations patronales de Sécurité sociale** partielle ou totale sous certaines conditions pour la personne âgée qui emploie directement un salarié à son domicile. L'exonération concerne les cotisations patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales.
- **un taux de TVA de 5,5 %** si la personne passe par un organisme agrée de services à la personne.

Pour payer des services à la personne, il est possible d'utiliser 2 sortes de Chèque emploi service universel (CESU)

- le **Cesu bancaire**, à retirer librement auprès de la banque, qui permet de payer toute personne que l'on emploie directement à domicile,
- le **Cesu préfinancé**, distribué par son employeur ou par un financeur de prestations sociales (Conseil général, mutuelle, etc.) Il peut servir à payer les organismes agr es de services à la personne tout comme son salarié à domicile. Les chèques portent son nom et une valeur faciale.